



COMMUNIQUE DE PRESSE

76% des Malgaches enquêtés souhaitent se faire vacciner contre la covid-19

Une recrudescence du nombre de cas et de décès liés à la covid-19 est enregistrée depuis le début de l'année 2021, et plus particulièrement depuis le mois de mars. Face à cette situation, le gouvernement a commencé à déployer des mesures strictes visant à contenir la propagation du virus et à lutter contre la pandémie. Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG) a mené des enquêtes auprès des 3 zones d'intervention du projet ARAMASO afin de connaître les perceptions des citoyens par rapport aux vaccins anti-covid-19 mais aussi aux mesures prises par l'Etat contre la pandémie. 1 700 individus âgés de 18 ans et plus ont été interrogés dans les chefs-lieux de région de ces trois zones. Puisque l'enquête a été menée avant la prise de décision officielle de permettre l'introduction de certains vaccins à Madagascar, ladite décision n'a pas pu influencer les réponses des personnes enquêtées.

Environ 75% des répondants approuvent l'introduction de vaccins contre la covid-19 sur le territoire malgache et 76% ont affirmé leur souhait de se faire vacciner. La proportion de personnes favorables à la vaccination atteint les 85% pour les personnes âgées de plus de 50 ans. Au niveau de la vaccination, 92% des répondants veulent que les citoyens aient le libre choix de se faire vacciner ou non. Quant aux modes d'acquisition, les répondants sont presque unanimes sur le fait que ces vaccins devraient être gratuits, c'est-à-dire pris en charge par le gouvernement et/ou ses partenaires.

Du côté des mesures de lutte contre la pandémie, 56% des personnes sondées trouvent que les mesures prises par l'Etat sont suffisantes et adéquates. 83% des 44% qui sont plus sceptiques affirment par contre qu'il y a un manque de sensibilisation autour des variants du covid-19 et des mesures en vigueur, et un contrôle insuffisant de l'application de ces mesures de la part du gouvernement. La transparence dans la gestion des fonds alloués à la lutte contre la covid-19 est encore à améliorer puisque seulement 23% des répondants ont constaté une amélioration à ce sujet, soit une baisse de 15% par rapport aux résultats obtenus lors de l'enquête Aramaso menée durant le mois de novembre 2020.

92% des personnes enquêtées souhaitent la reprise de la distribution d'aides sociales, 57% recommandent une meilleure sensibilisation quant aux mesures en vigueur et 18% suggèrent la distribution gratuite de masques et de gel désinfectant à la population pour mieux lutter contre la pandémie.

Devant ces résultats, TI-MG recommande aux instances gouvernementales et à toutes les parties prenantes de la gestion de crise de/d' :

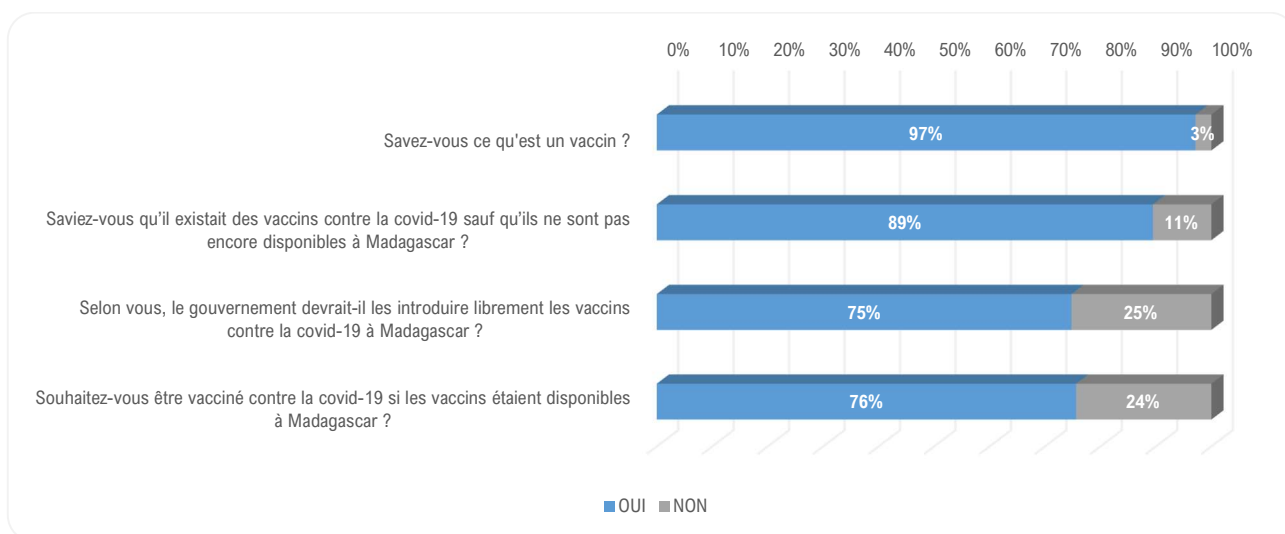
- 1) Assurer l'accès rapide et approprié du public à toute information à jour sur la pandémie ;
- 2) Communiquer de façon claire et transparente sur les vaccins disponibles (types, producteurs, prix à l'unité, sources de financements, contrats) et sur les modalités de vaccination, en respectant la liberté de choix des citoyens, tout en faisant en sorte d'assurer aux citoyens un accès juste, égalitaire et équitable aux vaccins et traitements disponibles ;
- 3) Renforcer la communication sur les mesures et restrictions officielles prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie ;
- 4) Améliorer la transparence dans la gestion des fonds alloués à la lutte contre la covid-19. Les institutions de contrôle et le Parlement sont notamment invités à renforcer leurs actions de suivi et de contrôle des agissements de l'Exécutif en cette nouvelle période d'urgence sanitaire ;
- 5) Assurer un approvisionnement correct en intrants médicaux (y compris les vaccins) afin d'éviter toute spéculation ;
- 6) Améliorer la communication autour des distributions d'aides sociales ainsi que leur logistique afin d'éviter de créer des attroupements qui risquent d'aggraver le taux de contamination ;
- 7) Expliquer également de façon claire le ciblage et les critères d'éligibilité des bénéficiaires à ces aides sociales afin d'éviter les tensions ; et
- 8) Prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de corruption et de malversations à tous les niveaux et étapes de la gestion de la crise sanitaire, y compris lors des passations de marchés publics et des distributions d'aides sociales.

TI-MG fait aussi siennes les préoccupations du mouvement Transparency International sur les risques de corruption liés au marché des vaccins, reprises dans la Déclaration en attaché.

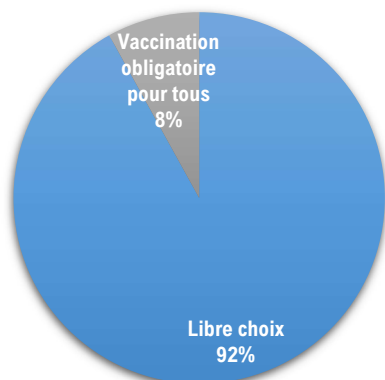
Pour rappel, le projet ARAMASO est soutenu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix dans le cadre du projet d'appui à la Gouvernance Démocratique à Madagascar (GouDMada). ARAMASO est un mécanisme pour le renforcement du contrôle citoyen et de la redevabilité parlementaire visant une meilleure transparence et un suivi amélioré de la décision publique pendant et au-delà de la pandémie de covid-19.

Antananarivo, le 12 avril 2021

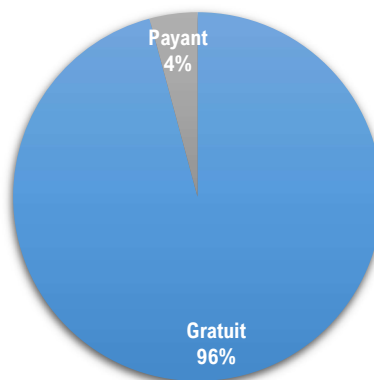
Les perceptions des répondants sur les vaccins contre la covid-19



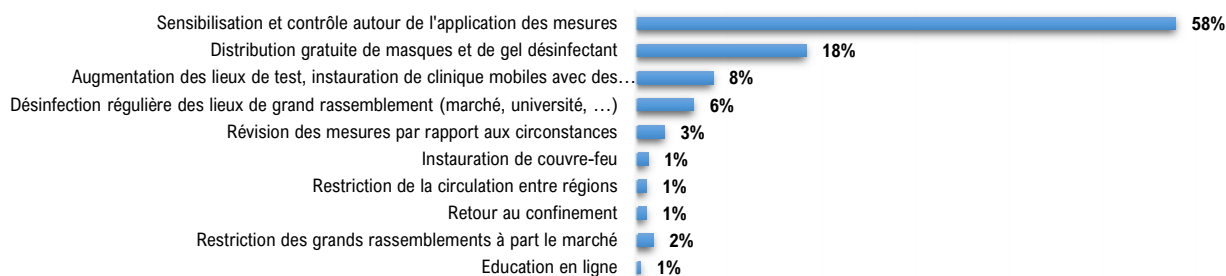
le gouvernement devrait-il obliger les citoyens à se faire vacciner ou leur permettre de choisir librement de se faire vacciner ou non ?



Si les vaccins sont disponibles à Madagascar, est-ce qu'ils devraient être gratuit ou payant ?



Quelles mesures le gouvernement devrait-il améliorer ou appliquer pour lutter contre la covid-19 ?



Transparence des vaccins anti-covid-19

Transparency International appelle à un accès juste, transparent et équitable aux vaccins et traitements COVID-19

Partout dans le monde, les pays subissent une pression extrême pour sécuriser les vaccins COVID-19 et les livrer aux citoyens. La corruption pose de sérieux risques pour un accès équitable aux vaccins et aux traitements contre le COVID-19. Un manque de transparence sur le développement, l'achat, l'attribution et la distribution des vaccins COVID-19 menace l'affranchissement du monde de cette pandémie.

Surmonter les différences de revenus

À ce jour, les pays à revenus élevés ont acheté plus de la moitié de l'offre de vaccins contre le COVID-19, tandis que les pays à faibles revenus ont été largement laissés pour compte. Avec une offre limitée et une forte demande, les pays plus riches paient plus pour garantir l'accès aux vaccins COVID-19 à leurs citoyens, au détriment des pays en développement disposant de moins de ressources.

Seuls 14% des vaccins COVID-19 dans le monde ont été achetés par COVAX, une initiative mondiale visant à fournir un accès juste et équitable aux tests, traitements et vaccins contre le COVID-19. COVAX exploite son pouvoir d'achat collectif pour acheter des vaccins et les distribuer aux pays en développement qui ne peuvent pas rivaliser avec les pays riches pour obtenir des contrats de vaccins.

Mais mettre des pays en concurrence directe les uns avec les autres n'est pas la meilleure façon de contrer la pandémie. Mettre fin à la pandémie ne nécessitera rien de moins qu'un effort collectif mondial. Malgré les nombreuses restrictions au commerce et aux voyages imposées par les gouvernements du monde entier, il est clair que le virus ne reconnaît pas les frontières nationales.

Les vaccins devraient être distribués selon les principes de l'équité, les agents de santé de première ligne recevant leurs doses en premier, suivis par les plus vulnérables en raison de leur âge ou de leur état de santé. Dans la pratique, cependant, la réalité est tout autre. Les riches et les puissants utilisent leur influence pour garantir l'accès, tandis que les familles à faible revenus y perdent, érodant progressivement leur confiance envers les systèmes et les gouvernements censés les protéger.

Le marché du vaccin anti-Covid-19 est une aubaine pour la corruption

Compte tenu de la forte demande de vaccins anti-COVID-19, ils constituent une cible de grande valeur pour les réseaux criminels et corrompus. Des plans de distribution robustes sont nécessaires pour garantir que les vaccins ne sont pas volés ou détournés et pour empêcher les vaccins contrefaits ou défectueux (issus notamment du crime organisé) d'entrer sur le marché. Dans un marché lucratif pour les traitements et les vaccins contre le COVID-19, la corruption constitue un obstacle de taille, en particulier dans les formations sanitaires. La corruption pendant le COVID-19 a déjà été signalée dans une multitude de pays, dont beaucoup n'ont pas de plans de distribution de vaccins équitables ou transparents.

Contrats corrompus

Les gouvernements consacrent environ 30% de leur budget aux marchés publics. Dans le secteur de la santé, environ 7% du budget sont perdus à cause de la corruption et de l'inefficacité. La corruption dans les marchés publics reste un risque lorsque les pays concluent des contrats avec des sociétés pharmaceutiques pour se procurer des vaccins. Les contrats et les accords de prix entre les gouvernements et les sociétés pharmaceutiques restent souvent confidentiels, même si les médicaments sont payés avec l'argent des contribuables. Les contrats opaques qui gardent secrets le prix et les conditions d'achat des vaccins peuvent masquer des risques de corruption tels que les conflits d'intérêts.

Clauses de confidentialité

Les citoyens ont le droit d'obtenir des informations sur les vaccins qu'ils reçoivent. L'accès à l'information est un droit de l'homme, notamment lorsqu'il s'agit de notre santé. Dans certains pays, des accords d'indemnisation protègent les producteurs de vaccins contre les poursuites judiciaires. Étant donné que ces accords sont souvent confidentiels, il est difficile de savoir à qui incombe la responsabilité en cas de litige. Des demandes d'informations complémentaires sur les contrats COVID-19 ont été soumises par des citoyens et des groupes de la société civile dans certains pays, mais de nombreuses demandes ont été rejetées.

L'accès à l'information peut aider à prévenir la corruption

Sans informations critiques sur la nature et les coûts des contrats de vaccin anti-COVID-19, il est pratiquement impossible pour les citoyens d'exiger des comptes. L'accès à l'information peut aider à prévenir la corruption, y compris l'abus des ressources publiques,

les conflits d'intérêts et les pots-de-vin. Il aide le public à avoir une compréhension claire et précise des problèmes qui ont un impact majeur sur leur vie. Dans le contexte des programmes de vaccination contre le COVID-19, cela aide à gérer les attentes, à renforcer la confiance dans le gouvernement et à débusquer la désinformation. La confidentialité peut être nécessaire dans certains cas pour protéger les informations exclusives sur les formules de vaccins et d'autres considérations relatives aux brevets. Cependant, les clauses de confidentialité ne doivent pas être utilisées pour refuser au public son droit à l'information sur les coûts payés avec des ressources publiques, la quantité de vaccins achetés, les conditions contractuelles ou le calendrier de distribution.

Autres risques

Un manque de transparence dans le processus de recherche et de développement peut conduire à une perte de confiance des citoyens envers les vaccins, entravant le processus de distribution tout en facilitant la désinformation qui méprise la science et les statistiques pour susciter la méfiance du public. Certains pays disposent également de suffisamment de données sur les citoyens pour garantir un déploiement efficace et ciblé. Le manque de données ne permet pas d'identifier les personnes éligibles au vaccin, où ils vivent ou s'ils ont des problèmes de santé qui leur donnent la priorité dans la file. Cela rend le processus d'attribution des vaccins plus sensible aux préjugés politiques et sociaux qui pourraient coûter des vies.

Regarder vers l'avenir

Nous avons un long chemin à parcourir pour parvenir à une couverture vaccinale généralisée contre le COVID-19, la plupart des pays, en particulier ceux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ayant peu de chances d'atteindre une couverture complète avant 2023. Malheureusement, plus cela prend de temps pour les populations pour accéder aux vaccins, plus il y aura d'opportunités pour le virus de muter ou de changer, ce qui aura d'énormes conséquences sanitaires et économiques dans le monde entier. Nous pouvons sauver des millions de vies et des milliards de dollars en travaillant ensemble pour distribuer les traitements et les vaccins COVID-19 de manière juste, équitable et transparente.

Ce que les citoyens peuvent faire

La corruption ne s'arrêtera que lorsque les citoyens travailleront ensemble pour changer le système. Signaler la corruption et demander aux gouvernements de faire preuve de transparence sur les vaccinations est un moyen efficace de contribuer à garantir une solution juste et équitable et à faire valoir les droits des citoyens. Les citoyens ont le droit de savoir comment les décisions gouvernementales sont prises et comment les ressources sont dépensées, surtout lorsque cela concerne notre santé.

Il y a cinq questions auxquelles chaque gouvernement devrait répondre au sujet des vaccins contre le COVID-19:

1. Quels vaccins votre gouvernement a-t-il acquis?
2. Combien de doses de chaque vaccin ont-elles été acquises?
3. Quand les vaccins seront-ils livrés à tout le monde dans votre pays? Quand serez-vous vacciné et quel vaccin aurez-vous?
4. Combien votre gouvernement paie-t-il pour une dose de chaque vaccin?
5. Votre gouvernement dispose-t-il d'un site web unique contenant toutes les informations sur les vaccins COVID-19, y compris les délais, la couverture, les ressources financières et les contrats?

Pour aider les citoyens à comprendre leurs droits et à demander des informations critiques sur les vaccins COVID-19, Transparency International a créé un modèle de demande d'information accessible à cette adresse (en anglais) https://images.transparencycdn.org/images/FOIA-template_COVID-19-vaccine-information_EN.pdf

Pour toute assistance dans le remplissage de votre formulaire de demande d'information sur les vaccins COVID-19 ou pour reporter des cas de corruption liés au COVID-19, veuillez contacter l'un de nos CAJAC ou nos sections nationales.

Cet article a été mis à jour le 5 mars 2021

Traduit de l'anglais par TI-MG depuis <https://www.transparency.org/en/news/covid-19-vaccine-transparency#what-citizens-can-do>